

Grèce : un tsunami électoral balaye la gauche et la droite pro-austérité et approfondit la crise politique

Le contexte dans lequel se sont déroulées les élections législatives

En février dernier, malgré une mobilisation de masse trahie par les bureaucraties et la gauche réformatrice (qui n'a pas voulu construire une grève générale), le gouvernement d'union nationale dirigé par Papademos, avec la participation du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie*, a fait adopter un nouveau plan d'austérité monstrueux exigé par la *Troïka* (UE-FMI-BCE) en contrepartie de son « soutien » financier.

Depuis, la situation économique ne cesse de se dégrader et le taux de chômage atteint désormais 21%. Selon la Commission européenne, environ un millier d'entreprises individuelles mettent la clé sous la porte chaque semaine en Grèce au cours de ce semestre. Les salaires plongent : - 25% pour la seule année 2011, et cela va se poursuivre en 2012 (avec notamment la baisse du salaire minimum de plus de 20%). On atteint une chute du PIB de 5% en 2012, après un plongeon de 7% en 2011.

Les principales organisations politiques

Antarsya : coalition anticapitaliste créée en 2009 avec la participation d'organisations qui se réclament du trotskysme, du maoïsme ou issues du KKE. *L'OKDE Spartakos* (section officielle du SUQI « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale », où elle constitue une aile gauche – alors que *Kokkino*, section sympathisante du SUQI est membre de *Syriza*) et le *SEK* affilié à la Tendance socialiste internationale fondée par Tony Cliff autour du SWP britannique participent à ce front.

KKE : parti communiste stalinien, qui a rompu avec les partis communistes « post-marxistes » (comme le PCF) rassemblés dans le « parti de gauche européen ». Il emploie une rhétorique très anticapitaliste et anti-impérialiste, se prononce pour l'expropriation des grands groupes capitalistes, l'annulation de la dette et la sortie de l'UE. Néanmoins, il met en avant une perspective de « front populaire » : celle d'une alliance avec des secteurs de la bourgeoisie pour mettre en place une « économie populaire ». Il a en fait la ligne du PCF des années 1960 et 1970. Le PCF mettait en avant un programme pour un « gouvernement démocratique d'union populaire » et théorisait le passage par une phase de « démocratie avancée » (avec des secteurs de la bourgeoisie) précédant la phase socialiste, selon une logique typiquement réformatrice dans le cadre de l'orientation des chefs staliniens de l'URSS mettant en œuvre une ligne de « coexistence pacifique » avec le capitalisme. Le KKE a d'ailleurs participé à un gouvernement dominé par la droite (Nouvelle Démocratie) en 1989 ! Le KKE dirige un front syndical de classe (PAME) très important, s'oppose à l'auto-organisation et à la construction de la grève générale (cherchant, à l'instar de l'ensemble des réformatrices et des bureaucrates, à canaliser la lutte dans des journées d'action dispersées).

Syriza : coalition réformatrice formée en 2004, constituée par Synaspismos (scission de droite du KKE au début des années 1990, qui est de loin la plus grosse organisation de la coalition) et par quelques groupes d'extrême gauche comme Xekinima, la section grecque du CIO (Comité pour une Internationale ouvrière, fort surtout en Grande-Bretagne, Écosse et Irlande, et dont la section française est le groupe Gauche révolutionnaire, courant récemment sorti du NPA) ou *Kokkino*, section sympathisante du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale » (SUQI, regroupement international auquel participent des militants du NPA issus de la LCR). *Syriza* est affiliée au parti de gauche européen, comme le PCF et ses équivalents dans les autres pays. Son principal dirigeant est Alexis Tsipras, 37 ans, ancien syndicaliste étudiant et ancien membre des jeunesses communistes.

Gauche Démocrate (DIMAR) : parti fondé en 2010 par un courant de droite de Synaspismos (qui est également sorti de *Syriza*), qui prône une alliance avec le PASOK. Son principal dirigeant est Fotis Kouvelis.

PASOK : parti « social-démocrate » qui fut longtemps dirigé par Andréas Papandréou (premier ministre de 1981 à 1989 et de 1993 à 1996). Le PASOK a longtemps adopté un profil populiste de gauche, maniant un discours nationaliste. Alors qu'il avait fait campagne pour la sortie de l'OTAN et de la Communauté économique européenne (avant l'UE)¹, Papandréou a renié ses engagements et servi les intérêts du capital. Le PASOK a gagné les élections législatives d'octobre 2009 avec 44% des suffrages et la majorité absolue au parlement. Après avoir centré sa campagne sur le soutien aux bas revenus et la relance de la demande, le premier ministre Georges Papandréou (fils d'Andréas) a très rapidement opéré un tournant brutal vers une

1 On pourra lire en français un texte de Papandréou contre la CEE, écrit en 1979 :

http://www.cvce.eu/content/publication/2004/6/14/8ff7aa1d-f3a9-4c6a-a061-33f55a29688a/publishable_fr.pdf

politique d'austérité très dure. Le PASOK est actuellement dirigé par Eugenos Venizelos, ministre des finances sous Papandréou puis sous Papademos.

Nouvelle Démocratie : principal parti de droite dirigé depuis 2009 par Antonio Samaras. Ministre des finances puis des affaires étrangères entre 1989 et 1992, il a démissionné de la Nouvelle démocratie en 1992 sur la question macédonienne. Samaras a ensuite dirigé un petit parti de droite populiste et nationaliste (« Printemps politique ») entre 1992 et 2004, avant de réintégrer la Nouvelle démocratie en 2004, puis d'en prendre la direction en 2009. D'abord hostile en parole à la politique d'austérité de Papandréou, il a fait participer son parti au gouvernement d'union nationale de Papademos en 2011.

Grecs indépendants : parti de droite populiste fondé en février 2012, dirigé par Panos Kammenos et rejoint par 10 ex-députés de la *Nouvelle Démocratie*. Rejetant le mémorandum et y voyant la main d'un « complot international », il a un discours souverainiste (sans remettre en cause l'euro et l'UE) et anti-immigrés. Il se veut le parti du « réveil national », exige de l'Allemagne qu'elle paie des réparations de guerre pour la seconde guerre mondiale, et met en avant la nécessité d'un gouvernement d'urgence au-dessus des partis.

LAOS : l'Alerte populaire orthodoxe est un parti d'extrême droite (ultra-conservateur et traditionaliste) fondé en 2000 et dirigé par Georgios Karatzaferis. Il défend une orientation similaire à celle du FN dans les années 1980 : anti-immigré, nationaliste (contre la reconnaissance de la Macédoine) et ultra-libérale. En constante progression dans les années 2000, il était hostile en parole à la politique d'austérité de Papandréou, avant d'intégrer le gouvernement d'union nationale de Papademos, puis d'en sortir, pour tenter en vain de regagner un peu de « crédit ».

Aube dorée : parti politique ouvertement néo-nazi dirigé par Nikólaos Michaloliákos. Hostile au mémorandum et à la finance, il prône la nationalisation des banques ayant reçu une aide de l'État, le réexamen de la dette, la surveillance des frontières grecques par l'armée et la mise en place de mines antipersonnel ! Il organise des milices qui attaquent les immigrés, les personnes marginalisées et les militants du mouvement ouvrier. Il a mené des opérations d'intimidation dans certains bureaux de vote le jour de l'élection. Il doit notamment son succès à son travail de terrain : organisation de rondes contre la criminalité, accompagnement des personnes âgées, etc.

Les orientations proposées par les principales forces politiques

Les deux partis au pouvoir (*PASOK* et *Nouvelle Démocratie*) ont fait campagne sur trois axes :

- La peur, en expliquant que la seule alternative à leur politique était la sortie de l'euro, identifiée au chaos.
- La mise en avant d'un discours anti-immigrés. La *Nouvelle Démocratie* veut abroger le droit du sol, alors que le *PASOK* a promis des « opérations de nettoyage » contre les immigrés illégaux. À quelques jours des élections, un centre de détention pour étrangers a été ouvert près d'Athènes.
- Quelques promesses pour faire croire que l'avenir serait plus rose : le *PASOK* a promis qu'il n'y aurait pas de hausse d'impôts (mais la poursuite des « réformes structurelles ») alors que la *Nouvelle Démocratie* a promis de baisser les impôts et d'augmenter les dépenses sociales, en faisant croire que c'était compatible avec les exigences du mémorandum (qu'elle prétendait d'ailleurs renégocier) !

La direction de Syriza inscrit sa politique dans le cadre capitaliste et a mis en avant un programme antilibéral similaire à celui du *Front de gauche* en France : respect et démocratisation des institutions bourgeoises, maintien dans l'UE, refus d'exiger la répudiation unilatérale de la dette, respect de la propriété privée, régulation (et non interdiction) des licenciements et des contrats précaires. Elle demande une renégociation des accords internationaux, un moratoire et une restructuration de la dette (avec annulation de sa partie illégitime), la nationalisation des seules banques. Ce programme keynésien est une impasse complète : il n'y a pas de troisième voie entre la rupture avec le capitalisme et la politique d'austérité qu'exige le système capitaliste. La *Gauche Démocrate (DIMAR)* est une scission de droite de *Syriza* qui reprochait à sa direction d'être trop radicale et hostile à une alliance avec le *PASOK*. Sur le papier opposé au mémorandum et à l'austérité, DIMAR souhaite toujours gouverner avec le *PASOK*, mais sans la *Nouvelle Démocratie*, ce qui est aujourd'hui plus grotesque que jamais puisque ces deux grands partis de la bourgeoisie mettent en place ensemble des attaques terribles contre les travailleurs. Après être monté jusqu'à 15% dans les sondages pré-électorales, devançant *Syriza* et le *KKE*, les électeurs de gauche à la recherche d'une alternative au *PASOK* se sont logiquement tournés vers des organisations qui disaient refuser toute alliance gouvernementale avec le *PASOK*.

Le parti communiste grec (KKE) développe une orientation anticapitaliste abandonnée par les autres partis communistes en Europe : expropriation des monopoles capitalistes, annulation de la dette, sortie de l'UE. Mais, comme tous les vieux partis stalinien, il s'inscrit totalement dans le cadre des institutions, ce qui ne peut que rendre ce programme totalement proclamatoire et irréaliste aux yeux des masses. Il prétend vouloir renverser le capitalisme, mais il joue sagement le jeu des journées d'action, refusant de construire la grève générale qui pourrait bloquer le pays et poser la question du pouvoir des travailleurs. Pire, lors des grèves et manifestations de masse, il n'hésite pas à mobiliser ses militants pour s'opposer physiquement aux jeunes et travailleurs les plus déterminés, ce qui l'a amené à protéger le parlement bourgeois qu'une partie significative des masses voulait envahir pour l'empêcher de voter le mémorandum. En outre, son sectarisme l'isole totalement du reste du mouvement ouvrier : manifestations séparées, refus de toute tactique de Front unique, etc. Cette politique lui permet certes de garder un noyau dur fidèle, mais l'empêche de rallier les travailleurs radicalisés par la crise.

Au cours de la campagne, **Antarsya** a mis en avant les mots d'ordre juste d'annulation de la dette, de nationalisation sous contrôle ouvrier des banques et des grandes entreprises, ainsi que la sortie de l'euro et de l'UE. **Antarsya** a également combattu la stratégie des bureaucraties syndicales et des réformistes, insistant sur la nécessité de l'auto-organisation et de prendre ses affaires en main. Néanmoins, **Antarsya** n'a pas clairement relié ces mots d'ordres à l'axe stratégique du gouvernement des travailleurs, en rupture avec l'ensemble des institutions capitalistes. Au sein d'**Antarsya**, l'**OKDE Spartakos** - section grecque de la « Quatrième Internationale (Secrétariat unifié) » - défend une orientation révolutionnaire concrète, centrée sur le pouvoir des travailleurs, sur l'auto-organisation, pour exproprier sans indemnité les grandes entreprises capitalistes, répudier unilatéralement la dette, rompre avec l'UE et l'ensemble des institutions bourgeoises.

Les résultats des élections législatives

Alors que le vote est théoriquement obligatoire en Grèce, l'abstention, déjà historiquement élevée en 2009 (29,1%), a battu un nouveau record (34,9% des inscrits). C'est une manifestation du rejet des partis au pouvoir, mais aussi de l'incapacité des autres partis à convaincre une masse importante d'électeurs qu'ils représentaient une quelconque alternative.

Les deux grands partis qui alternent au pouvoir depuis la chute de la dictature des colonels s'effondrent de façon spectaculaire, notamment dans les grandes villes. Associés depuis 2011 au gouvernement, ils cumulent 32% des voix (18,8% pour la *Nouvelle Démocratie* et 13,2% pour le *PASOK*), loin des 77,4% des élections de 2009 (et même des 67,5% des élections locales de 2010), qui étaient pourtant à l'époque leur plus mauvais score cumulé depuis 1977. Malgré une loi électorale anti-démocratique qui assure au parti arrivé en tête un bonus de 50 sièges, le *PASOK* et la *Nouvelle Démocratie* cumulent 149 sièges sur 300.

Les forces à la gauche du PASOK cumulent près de 35% des voix. Le sectarisme du *KKE* l'empêche d'en profiter, passant de 7,5% en 2009 à 8,5% (mais 10,9% en 2010), alors que les partis antilibéraux les moins démarqués du *PASOK* (*DIMAR* et aussi *KOISY*, formé par quelques députés *PASOK* dissidents) font des scores modestes. C'est *Syriza* qui rafle la mise en passant de 4,6% en 2009 (et 5% en 2010) à 16,8%, devançant symboliquement le *PASOK* et devenant la principale force de « gauche ». *Syriza* devient même la première force politique chez les 18-53 ans et fait des scores très importants dans les grandes villes : autour de 20% à Athènes (21,8% et 19,1% dans les deux circonscriptions) ; 23,9% au Pirée ; 25,4% à Patras... **Antarsya** progresse fortement par rapport aux élections de 2009, de 0,36% des voix à 1,19%. Néanmoins, son score est en deçà des espérances et en reflux par rapport aux élections locales de 2010 (1,8%). **Antarsya** a sans doute été en grande partie victime du vote « utile », puisque la loi électorale fixe un seuil de 3% pour être représenté au parlement.

Mais le discrédit des deux (ex-)principaux partis a également profité à la droite populiste et à l'extrême droite anti-mémorandum, qui ont notamment conquis une grande partie de la petite bourgeoisie appauvrie (les salariés ne constituent que 64% de la population active contre 88% en France). Alors que le *LAOS* a été disqualifié par sa participation gouvernementale, **un nouveau parti de droite populiste (Grecs Indépendants) fondé par des exclus de la Nouvelle Démocratie a recueilli 10,6% et un parti néonazi (Aube Dorée) atteint 7% (13% chez les jeunes)**², passant de 19 000 voix (0,23%) à 439 000 entre 2009 et aujourd'hui.

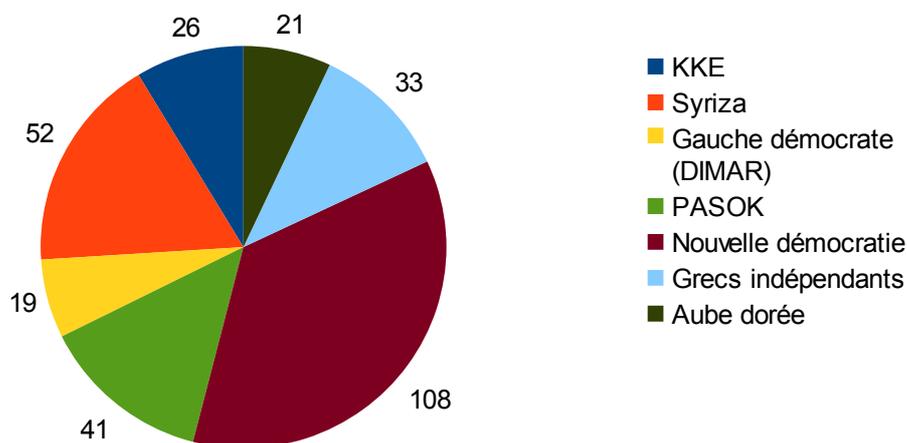
2 Cf. la conférence de presse hallucinante du dirigeant d'Aube dorée le soir des élections : <http://www.youtube.com/watch?v=E4AXJx3IzdY&feature=youtu.be> ; les militants ordonnent aux journalistes de se lever pour saluer leur chef, qui commence une diatribe d'une très grande violence.

ELECTIONS LEGISLATIVES	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	2012
Abstentions (par rapport aux inscrits)	20,8	20,8	23,7	25	23,4	25,9	29,1	34,9
Blancs et nuls (par rapport aux votants)	1,7	1,7	2,8	2,3	2,2	2,7	2,6	2,4

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012

Extrême gauche	Antarsya (dont OKDE Spartakos)	1,19
	OKDE	0,03
	EEK (affilié au PO argentin)	0,10
	KKE-ML (maoïstes)	0,25
	OAKKE (maoïstes)	0,04
Gauche réformatrice	KKE	8,48
	Syriza	16,78
	Gauche démocrate (DIMAR)	6,11
	KOISY (dissidents PASOK)	0,96
	« Je ne paie pas »	0,88
Gauche libérale	PASOK	13,18
Ecologistes	Verts	2,93
Centre	Recréer la Grèce	2,15
	Renouveau démocratique	0,92
	Union des centristes	0,61
	Parti libéral	0,06
Centre droit	Alliance démocratique	2,55
	Alliance libérale	1,80
Droite	Nouvelle démocratie	18,85
Droite populiste anti-memorandum	Greco indépendants	10,60
Extrême droite	LAOS	2,90
	Aube dorée (néo-nazis)	6,97
	Association de l'unité nationale (militaires)	0,60
Inclassable	Parti pirate	0,51
	Autres	0,55

Répartition des sièges à l'assemblée



ELECTIONS LEGISLATIVES	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	2012
Extrême gauche	0,3	0,2	0,4	0,4	0,6	0,7	0,6	1,6
Gauche réformatrice	10,4	7,4	15,1	11,4	11	13,2	12,1	33,2
<i>KKE</i>	10,4	4,5	5,6	5,5	5,9	8,2	7,5	8,5
<i>Synaspismos/Syriza</i>		2,9	5,1	3,2	3,3	5	4,6	16,8
<i>Divers gauche réformatrices</i>			4,4	2,7	1,8			7,9
PASOK	38,6	46,9	41,5	43,8	40,5	38,1	43,9	13,2
Ecologistes	1,2	0,2	0,5	0,3		1,1	2,8	2,9
Centre gauche				0,5				
Centre		0,2	0,7	0,3	0,3	0,4	0,3	3,7
Centre droit	0,7					0,8	0,5	4,4
Nouvelle Démocratie	46,9	39,3	38,1	42,7	45,4	41,8	33,5	18,8
Droite nationaliste		4,9	2,9					10,6
Extrême droite	0,2	0,1	0,5	0,5	2,3	3,8	5,9	10,5
Inclassables	1,7	0,8	0,3	0,1		0,1	0,4	1,1
Total PASOK + Nouvelle démocratie	85,5	86,2	79,6	86,5	85,9	79,9	77,4	32
Gauche antilibérale et anticapitaliste	10,7	7,6	15,5	11,8	11,6	13,9	12,7	34,8
Droite nationaliste et extrême droite	1,9	5,8	3,7	0,6	2,3	3,9	6,3	21,1

Après les élections : la bourgeoisie cherche à associer la gauche réformatrice à la gestion gouvernementale

Dès le soir du 6 mai, le dirigeant du *PASOK*, Venizelos, qui a négocié avec l'UE et le FMI un deuxième plan de « sauvetage » du pays, a appelé à un gouvernement « d'union nationale pro-européen ». C'est d'ailleurs la seule hypothèse retenue par le gouvernement allemand qui a très clairement fait savoir que « le plan de sauvetage de la Grèce est non négociable. Tout gouvernement devra s'engager à l'appliquer intégralement »³.

Le 7 mai, le dirigeant de la *Nouvelle Démocratie*, Samaras, a invité l'ensemble des forces politiques au parlement (hormis les néonazis) pour tenter de constituer une majorité. Le *KKE* et les Grecs indépendants ont refusé de le rencontrer, alors que *Syriza* et *DIMAR* se sont entretenus avec lui mais ont refusé de s'allier avec lui. Le 7 mai, la bourse d'Athènes a plongé de 6,6% et les taux d'intérêt auxquels emprunte l'État grec sont remontés. Lors d'une émission de dette le 8 mai⁴, le taux d'intérêt de l'émission de bons à six mois est ressorti à 4,69%, contre 4,55% lors de la précédente émission.

Le 8 mai, c'était au tour de Tsipras, le dirigeant de *Syriza*, d'être sollicité par le président de la république pour tenter de constituer un gouvernement. Tsipras a gentiment joué le jeu institutionnel, en acceptant de rencontrer le patronat et Samaras. D'ailleurs, la *Fédération des entrepreneurs grecs* a pris position pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui inclurait *Syriza* ! C'est la preuve que la bourgeoisie a bien compris qu'il était temps d'avoir recours aux dirigeants de la gauche réformatrice pour gérer ses affaires, puisque les partis de la bourgeoisie -sont désormais discrédités et ne peuvent plus gouverner seuls comme avant. Pour le patronat, c'est une option préférable à de nouvelles élections en juin, lourdes d'incertitude. **Le 8 mai, Tsipras a demandé à Venizelos et à Samaras de retirer leur soutien au mémorandum, ouvrant la voie à un gouvernement d'union nationale qui renégocierait les termes de l'accord.** Il leur a proposé un programme en 5 points (arrêt des baisses de salaires, refus du démantèlement du droit du travail, réforme électorale, supervision des banques par l'Etat, audit et moratoire sur la dette) renonçant notamment à nationaliser le secteur bancaire. Les dirigeants du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie* ont refusé cette offre, même

3 <http://blogs.mediapart.fr/blog/christian-delarue/080512/appel-les-peuples-classes-deurope-derriere-le-peuple-classe-grec->

4 Privée d'accès aux marchés pour son financement à moyen et à long terme depuis 2010, lors du début de la crise de la dette, la Grèce n'émet plus, deux fois par mois, que des obligations à court terme. Sa survie financière est assurée par des prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international.

si des rumeurs ont couru d'un projet de lettre commune de Tsipras et Vénizélos demandant la renégociation du mémorandum.



Entrevue Tsipras / Venizelos



Entrevue Tsipras / Samaras

La situation semblait alors bloquée : les dirigeants du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie* ne peuvent pas se renier sur les ordres de Tsipras. Et Tsipras perdrait tout crédit à s'allier dans ces conditions au *PASOK* et à la *Nouvelle Démocratie*, risquant alors d'être à leur tour balayés. C'est pourquoi l'équation est très compliquée pour la bourgeoisie et toute solution semblait devoir être reportée au lendemain d'une nouvelle élection en juin.

Le 10 mai, alors que de nouveaux sondages indiquaient que *Syriza* arriverait nettement en tête (avec environ 25% des voix⁵) en cas de nouvelles élections, c'était au tour de Vénizélos de tenter de constituer un gouvernement. Et **il a réussi à obtenir le soutien de Kouvelis, dirigeant de *DIMAR* (le parti antilibéral le plus à droite et le moins soumis à la pression des masses), pour constituer un gouvernement dont la mission serait de « maintenir le pays dans la zone euro »** tout en renégociant le mémorandum. Néanmoins, le 11 mai, Kouvelis (affaibli par la division de son propre parti sur une éventuelle participation gouvernementale) et Samaras conditionnaient leur soutien à un gouvernement d'union nationale à la participation de *Syriza*, qui a décliné l'offre.

En cas d'échec de plus en plus probable des négociations entre partis, de nouvelles élections auraient lieu en juin, et deux solutions seraient envisageables (selon les résultats) pour la bourgeoisie en l'absence d'une majorité *PASOK-Nouvelle Démocratie* : un gouvernement dirigé par la gauche réformiste avec qui on renégocierait à la marge le mémorandum (pour lui permettre de sauver la face) et qui mettrait en œuvre l'austérité – scénario qui paraît le plus vraisemblable – ; ou un gouvernement de droite, populiste et autoritaire, entre la *Nouvelle Démocratie* et les *Greco indépendants*, qui mettrait en œuvre le mémorandum tout en multipliant les attaques contre les immigrés et le mouvement ouvrier organisé.

En tous les cas, il est évident que l'extrême difficulté ou l'impossibilité, exprimée dans le résultat des élections, pour la bourgeoisie d'imposer une politique conforme à ses intérêts par les méthodes de la démocratie bourgeoise classiques la contraint à trouver une nouvelle formule pour y parvenir. Mais cette crise politique croissante en Grèce, résultat de la résistance du prolétariat grec à l'austérité, ne peut que frapper de plein fouet le plan des impérialismes dominants dans l'UE. En effet, le spectre d'un défaut total de la Grèce et d'une sortie de la zone euro apparaît une possibilité chaque jour plus concrète et les moyens de l'empêcher chaque jour plus coûteux pour la bourgeoisie non seulement financièrement, mais aussi politiquement. Cependant, vu la crise de toute la zone euro que déclencherait une telle sortie, il est évident que la bourgeoisie est prête à recourir à des moyens extrêmes pour l'empêcher. C'est pourquoi la solution à la crise ne peut venir que de l'intervention directe du prolétariat grec.

⁵ Une étude indique que 2 électeurs sur 10 changeraient de vote en cas de nouvelles élections. 94,6% des électeurs de *Syriza*, 88,5% de ceux du *PASOK* et 86,6% des électeurs des *Greco indépendants* confirmeraient leurs votes. En revanche, 24% de ceux qui ont voté pour le *KKE* changeraient leur vote, principalement pour *Syriza* (18%). 16% des électeurs des néo nazis (*Aube dorée*) voteraient également pour *Syriza*

Une seule solution : un gouvernement des travailleurs qui annulerait la dette, romprait avec l'UE capitaliste et socialiserait les moyens de production !

Les travailleurs ne doivent surtout pas attendre les prochaines élections et remettre leur sort entre les mains des dirigeants de la gauche réformiste qui pourraient rapidement diriger, participer à ou soutenir parlementairement (y compris sous la forme minimale de la simple « tolérance ») un gouvernement bourgeois qui poursuivrait pour l'essentiel les mesures d'austérité.

Nous pensons que les révolutionnaires doivent se regrouper autour des questions programmatiques et stratégiques essentielles dans un parti commun, avec notamment *Antarsya*, et combiner deux orientations : **développer l'auto-organisation dans les quartiers et les entreprises, s'adresser aux organisations du mouvement ouvrier (*Syriza, KKE, DIMAR, Antarsya*) pour :**

- résister aux attaques et intimidations des fascistes contre les immigrés et les militants ouvriers ;
- empêcher la mise en place des mesures d'austérité ;
- développer les occupations et les reprises d'entreprises sous gestion ouvrière ;
- préparer la grève générale ;
- développer les Assemblées générales et les regrouper.

Il faut s'adresser à ces organisations, en les mettant au pied du mur :

- soit vous vous engagez à défendre avec nous un programme de rupture avec le capitalisme – annulation de tous les plans d'austérité, expropriation des banques et des grands groupes capitalistes, contrôle ouvrier sur la production, annulation de la dette⁶, rupture avec l'UE capitaliste, sortie de l'euro, monopole du commerce extérieur – et à combattre ensemble pour un gouvernement des travailleurs qui le mettrait en place ;
- soit vous préparez le terrain à un nouveau gouvernement au service des capitalistes.

Gaston Lefranc



⁶ Cf. le texte de l'OKDE Spartakos, que nous avons traduit en français, « Restructurer, auditer ou annuler la dette ? », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=333>